



MEDIAPART

France — Analyse

Derrière Rima Hassan, une nouvelle génération militante et des polémiques douloureuses

Depuis le 7 octobre 2023, une nouvelle génération s'est emparée du mouvement de solidarité avec la Palestine. Agile sur les réseaux sociaux et organisée dans les universités, la « génération génocide » bouscule, galvanise, exclut ou irrite, à l'image de son incarnation la plus médiatique : Rima Hassan.

Sarah Benhaïda

6 juillet 2026 à 14h03

Plus jeune, plus racisée, moins encartée dans les partis traditionnels, mais aussi plus radicale et plus bruyante. Au grand dam de ses adversaires, eux aussi plus nombreux, une nouvelle génération de militant·es pour la Palestine est née depuis les attaques sanglantes du 7 octobre 2023 perpétrées par le Hamas et la guerre génocidaire d'Israël qui s'est ensuivie.

Ce nouveau mouvement social a poussé entre manifestations régulièrement interdites, blocages d'universités violemment dispersés par la police et autres meetings de soutien à la Palestine dans le viseur d'un maccarthysme à la française. Et elle a radicalement transformé en France un mouvement alors principalement porté par des militant·es d'âge mûr, souvent venu·es à la cause palestinienne par le Parti communiste ou l'anti-impérialisme des années 1970.



Rima Hassan (au centre) brandit un drapeau palestinien à un rassemblement organisé en soutien de la Palestine place de la République à Paris, le 12 juin 2025. © Photo Thibaud Moritz / AFP

Dès le 8 octobre 2023, au lendemain des attaques sanglantes menées par le Hamas, les premiers collectifs s'organisaient. Le collectif « Urgence Palestine », aujourd'hui menacé de dissolution, se montait. De nombreuses facultés à travers le pays se dotaient de leur « Comité Palestine ». Et un acteur politique se distinguait : La France insoumise (LFI), principal parti monté au créneau et visé depuis par une salve de mises en cause pour apologie du terrorisme.

Derrière des figures, pour une fois palestiniennes, à l'image du fondateur d'Urgence Palestine, Omar Alsoumi, ou de l'eurodéputée LFI Rima Hassan, émergeait une contestation nouvelle. Pour certain·es, elles sont presque des idoles, du moins des modèles – de militantisme, de résistance ou de courage. Pour d'autres, elles incarnent une dérive politique – trop radicales voire sectaires, trop véhémentes notamment sur les réseaux sociaux, trop insensibles à l'antisémitisme, voire elles-mêmes coupables de préjugés antisémites.

Alors que Rima Hassan doit être jugée mardi 7 juillet pour apologie du terrorisme, *Mediapart* s'est plongé dans ce nouveau mouvement qui suscite autant d'admiration que de critiques virulentes.

Un procès pour apologie du terrorisme

Ce procès l'illustre parfaitement. D'un côté, il est l'aboutissement d'un véritable harcèlement judiciaire subi par l'eurodéputée insoumise : depuis plus de deux

ans, plusieurs de ses conférences ont été interdites – et parfois finalement réautorisées –, et elle a été visée par seize plaintes – treize ont été classées sans suite à cette heure. L'une d'elles lui a valu d'être placée en garde à vue, un fiasco médiatique qui, comme *Mediapart* l'a révélé, a été alimenté par des sources policières et par la communication du parquet de Paris sur une supposée consommation de drogues...

Les trois plaintes restantes valent plusieurs procès à Rima Hassan, dont un mardi 7 juillet. Devant le tribunal judiciaire de Paris, la parlementaire devra se défendre d'avoir reposté un article et une photo de Kōzō Okamoto, un membre de l'Armée rouge japonaise. Il est un des trois responsables de l'attentat du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)-Commandement général, ayant fait vingt-six morts à l'aéroport de Lod, en Israël, en 1972.

Le post mentionnait, sans aucune prise de distance, la citation suivante du coauteur de l'attentat : « *J'ai consacré ma jeunesse à la cause palestinienne. Tant qu'il y aura oppression, la résistance ne sera pas seulement un droit, mais un devoir.* »

La polémique surgit aussitôt, Rima Hassan supprime la publication après plusieurs jours mais rien n'y fait. D'autant que ce n'est pas la première fois que la militante et élue fait grincer des dents sur les réseaux sociaux. Elle est accusée par certaines organisations de lutte contre l'antisémitisme d'avoir repris des tropes antisémites (par exemple [ici](#) par le Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes).

Sont notamment cités deux messages sur le réseau social X, le premier assimilant les « sionistes » à des « nazis » (« *Aux sionistes qui me lisent je veux leur dire vous êtes pour nous ce que les nazis étaient pour vous* »), le second accusant le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, d'agir sous la pression du Crif, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Barrot « *a reçu un petit message du CRIF* »).

Rima Hassan, elle, réfute tout antisémitisme. Mais il est de toute façon impossible de discuter ou de contester, dit-elle : « *Il y a un climat de suspicion autour de la question palestinienne qui ne laisse pas de place au débat.* » Questionnée par nos soins sur le post en cause

pour le procès du 7 juillet, elle assume : « *En repostant cet article, je ne voulais pas parler de l'action mais de la philosophie de la résistance et relayer une archive historique de l'époque durant laquelle la lutte des Palestiniens a été embrassée par les mouvements internationalistes.* »

Rima Hassan revendique « l'insolence »

Plus généralement, l'eurodéputée défend sa radicalité et revendique la rupture : avec les anciennes structures militantes, avec les slogans vieux de plusieurs décennies sur le respect des frontières de 1967 ou la solution à deux États que la réalité du terrain vient affaiblir chaque jour davantage, avec les cadres unitaires de la gauche française...

Après avoir vu chaque jour pendant des mois Israël tuer, affamer, mutiler ou emprisonner des centaines de milliers de Palestinien·nes, cette jeunesse « *fait le ménage, sur les lignes politiques et sur les visages de l'incarnation* », affirme Rima Hassan auprès de *Mediapart*. « *Bien sûr qu'il y a une rupture générationnelle*, dit l'élue qui compte 1,5 million d'abonné·es sur les réseaux sociaux, *parce qu'il y a une gauche boomer qui a trente ans de retard et s'accroche à "la paix", "la solution à deux États". Ils n'ont plus aucune révolte. Je fais leur procès avec insolence, certes, mais à juste titre.* »

« *On n'est plus une génération qui dit "aidez-nous", parce qu'on a vu que vous avez tous échoué et qu'en plus vous nous demandez d'être patients. Non, nous, on passe la vitesse supérieure* », lance l'élue de 34 ans, renvoyant dos à dos la « *gauche coloniale blanche* » et « *les bourgeois palestiniens* » et « *leurs renoncements* ».



Rima Hassan, avocate franco-palestinienne et députée européenne du parti La France insoumise (LFI), à une conférence à Bordeaux, le 7 novembre 2025. © Photo Ugo Amez / Sipa

Elle met dans le même sac les grand-es représentant-es de la cause palestinienne en France qui se sont longtemps compté-es sur les doigts d'une seule main et ont mené bataille d'arrache-pied dans une solitude manifeste avant de devenir, pour certain-es, des ambassadeurs de l'Autorité palestinienne, comme Elias Sanbar ou Leïla Shahid, ou la direction du Parti communiste français (PCF) qui a brusquement mis en sourdine son discours sur la Palestine, au grand dam de ses adhérent-es depuis le 7-Octobre.

Durant des décennies, les porteurs et porteuses de la cause palestinienne en France ont été les représentant-es de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), de l'Union juive française pour la paix (UJFP), du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJD) et de la plateforme des ONG françaises pour la Palestine... Et elles et eux aussi ont dû subir les mises en cause et la répression, probablement l'une des pires d'Europe, depuis octobre 2023.

Certains vieux routiers comprennent l'impatience de la nouvelle génération qui commence à militer quand, *« pour la première fois dans l'histoire, ceux qui perpètrent le génocide se filment en direct, de même que les victimes qui appellent au secours et auxquelles personne ne répond »*, note Alain Gresh, journaliste et figure historique de la défense de la cause palestinienne en France.

« À partir du 7 octobre, on s'est battus pour imposer notre droit à manifester alors que des dirigeants, y compris socialistes, réclamaient des interdictions », raconte Taoufiq Tahani, lui-même ancien président de l'AFPS, le

canal historique de la mobilisation pour la Palestine en France. *« Au début, on a manifesté sans le soutien de la gauche, à l'exception de LFI. Les militants manifestaient mais leurs appareils partisans, eux, répétaient "est-ce que vous condamnez le Hamas ?" C'est dans ce contexte qu'Urgence Palestine a dit "prenons-nous en main" et ça leur a permis de mobiliser les quartiers populaires qui ont entendu pour la première fois un discours différent »*, poursuit-il.

D'autres sont plus circonspects, voire échaudés. Militant depuis des années, Albert Herszkowicz, du Collectif de lutte antifasciste contre le racisme et l'antisémitisme (Clara), tient à ses principes anciens. Il assure même avoir déserté certaines manifestations à cause de *« la non-préoccupation de bien se différencier de tout ce qui touche, de près ou de loin, à l'antisémitisme, la non-prise en compte de la question des otages et la non-prise en considération de la solution à deux États qui est pourtant, en principe, la plateforme commune de toute la gauche française »*.

Il accuse encore des organisations comme Urgence Palestine ou Révolution permanente – dont le candidat à la présidentielle Anasse Kazib est aussi poursuivi pour apologie du terrorisme – d'avoir *« entraîné le mouvement dans une posture radicale symbolisée par le slogan "de la mer au fleuve, la Palestine sera libre" »* qui inclut, selon lui, *« la suppression de l'État d'Israël »*, ce que contestent les propalestiniens qui le scandent à travers le monde.

Deux poids et deux mesures

Ces nouveaux visages ont suscité en retour une répression plus grande encore du mouvement, affirme Lucas Lévy-Lajeunesse dans *Faire taire la rue* (Le bord de l'eau, 2026), écrit pour la Ligue des droits de l'homme (LDH). En mobilisant *« la grande figure de l'ennemi intérieur, d'autant plus menaçant lorsqu'il est incarné par des individus perçus comme d'origine étrangère »*, les autorités ont pu donner *« pleinement sens à l'expression de craintes liées à la "radicalisation" du mouvement social ou à son infiltration par des "éléments radicaux" »*. Et donc *« subrepticement associer toute critique politique "radicale" à une menace terroriste (et ce, d'autant plus lorsqu'il est question de la cause palestinienne) »*.

« J'ai fait des dizaines de débats. Il n'y en a pas un où je

n'ai pas eu des Français musulmans, venus me dire : "Ce que vous dites, on ne peut pas le dire" », abonde Alain Gresh.

Ce délit de faciès, Rima Hassan dit aussi l'avoir vécu. Par exemple, quand des ministres ont réclamé de la déchoir de sa nationalité française. Ou quand des policiers l'ont interrogée parce qu'elle avait posté sur X le poème Carte d'identité, de Mahmoud Darwich. « *On peut acheter ce recueil de poésie partout en France mais quand c'est dans la bouche de Rima Hassan, ça devient violent* », s'emporte-t-elle.

Il y a en revanche un mot d'ordre qui réunit l'ancienne et la nouvelle garde : l'internationalisme. Du moins sur le papier tant certaines positions de Rima Hassan sur d'autres questions que la Palestine ont aussi soulevé des critiques (comme son refus de voter la résolution sur les prisonniers en Algérie – dont l'écrivain Boualem Sansal – ou son relatif silence sur le régime syrien et notamment les Palestiniens victimes du régime Assad et des Russes)...

L'internationalisme en bandoulière

Mais si l'on s'en tient à la Palestine, les générations militantes se retrouvent, par exemple en embarquant ensemble sur les flottilles qui rassemblent depuis quinze ans des militant-es venu-es du monde entier pour briser le blocus israélien de la bande de Gaza.

Ainsi en est-il d'Anne Tuillon, 67 ans, actuelle présidente de l'AFPS, qui dit avoir rejoint la cause palestinienne il y a plus de quarante-cinq ans depuis « *le mouvement syndical qui a dans son ADN la solidarité internationale* », et de Manèle, 17 ans, qui manifeste régulièrement pour la Palestine parce qu'elle est « *algérienne et que ça compte pour [elle], le droit à la défense des peuples opprimés* ».

« *On est les futurs adultes, on peut changer le monde de demain, avec nos mobilisations dans la rue ou sur les réseaux sociaux* », dit-elle encore. D'ailleurs, l'an prochain, elle entamera des études de droit « *parce qu'[elle] soutien[t] la cause palestinienne et le droit international* ».

Marin, lui, est déjà à l'université, à Nanterre (Haut-de-

Seine). En octobre 2023, il a rejoint le Comité Palestine qui se montait dans sa faculté, malgré la surveillance et les sanctions qui pèsent toujours sur les soutiens de la Palestine à l'université. Et deux ans et demi plus tard, ce vintenaire est sur le podium d'un rassemblement contre la loi Yadan, un texte qui menaçait de faire taire toute critique d'Israël et finalement retiré après une intense mobilisation. Pour lui, « *la jeunesse s'est saisie de la question palestinienne, car elle est le symbole des mobilisations contre la violence et contre l'impérialisme génocidaire et barbare* ».

Comme à l'époque contre la guerre du Vietnam ou l'apartheid en Afrique du Sud, aujourd'hui, poursuit-il, « *ce sont [leurs] comités qui sont les fers de lance de la mobilisation. L'occupation de la Sorbonne, par exemple, a mené à quatre-vingts gardes à vue* » : « *On a énormément mobilisé et on a surpris tout le monde, les policiers comme nous-mêmes.* »

Mathilde, elle, fait partie des soixante-seize étudiant-es de Sciences Po menacés d'une amende forfaitaire délictuelle de 400 euros inscrite au casier pour s'être mobilisée contre la loi Yadan en avril. « *On est réprimés mais on reste mobilisés contre le génocide* », affirme à *Mediapart* cette étudiante de 23 ans. N'en déplaise aux politiques qui, à l'image de Raphaël Glucksmann, ont soutenu leur évacuation manu militari.

« *Vous imaginez une figure de la gauche en 68 qui aurait parlé comme ça aux étudiants ?* », cingle Rima Hassan, qui y voit une nouvelle preuve du « *mépris politique et médiatique et du mépris de la jeunesse qui a toujours porté les causes progressistes, comme aujourd'hui le climat, la Palestine ou les droits des minorités* ».



Des élèves bloquent l'entrée du lycée Saint-Sernin pour protester contre les actions d'Israël à Gaza, à Toulouse, le 21 mai 2024.

© Photo Lionel Bonaventure / AFP

Anne Tuaillon a vu débarquer en masse des jeunes après le 7-October : son association, l'AFPS, a vu le nombre de ses adhérent-es passer de 5 000 à 7 500 et de ses groupes locaux de 100 à 125. Dans le même temps, sont nés Urgence Palestine et le collectif juif décolonial Tsedek !, « alors que foisonnaient toutes sortes de collectifs plus ou moins formels qui ont permis aux jeunes de trouver chaussures à leurs pieds dans leur manière de militer », dit-elle.

Une façon d'affirmer une nouvelle ligne, alors que, dans les directions partisans notamment, « il y a une difficulté à reconnaître que, dès l'origine, Israël avait des visées colonialistes, qu'Israël a pratiqué un colonialisme de peuplement-remplacement et s'est construit sur une injustice. La question est là, pour ceux-là, il ne faut rien dire qui puisse laisser entendre qu'Israël ne serait pas légitime », explique Anne Tuaillon.

Quoi qu'il en soit, pour la « génération génocide », « les images ont quand même un poids et elles ont porté un sacré coup à l'image d'Israël », prévient Alain Gresh. Et, même s'ils et elles délaissent les organisations traditionnelles, voir « des jeunes des universités les plus prestigieuses du monde se mobiliser, entre autres grâce à Rima Hassan, annonce le meilleur, se réjouit Taoufiq Tahani. Ces étudiants seront dans les structures étatiques américaines et européennes et un grand nombre d'entre eux auront à l'esprit cette barbarie israélienne. Cela ne s'effacera pas de sitôt. »

Sarah Benhaïda